

JUGEMENT N°090/20/CJ1/SII/TCC
Du 02 Juillet 2020

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

PREMIERE CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Rôle Général

BJ/TCC/2019/0775

Charles C. DJIMADJA

C/

Société NSIA-VIE BENIN SA
(SCPA B&B)

OBJET

Païement

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Cyprien TOZO et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Jacques HOUEGBE

Débat le 25 Juin 2020 ;

Jugement contradictoire prononcé en premier ressort à
l'audience publique du 02 Juillet 2020 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR :

Charles C. DJIMADJA, Directeur de Société, de
nationalité béninoise, tél : 66 78 24 72 / 64 13 70 70,
demeurant et domicilié au lot 1191 maison Thomas
HOINDO à Cotonou ;

Comparant en personne ;

DEFENDERESSE :

Société NSIA-VIE BENIN SA, 08 BP 0258, Tri postal
Cotonou Bénin, immeuble NSIA Assurances, lot 1066
Boulevard Saint Michel à Cotonou prise en la personne de
son Directeur Général demeurant et domicilié ès-qualité
audit siège ;

Assistée de la SCPA B&B Conseils et Associés ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 09 septembre 2019, Charles C. DJIMADJA a attrait devant le tribunal de commerce de Cotonou, la Société NSIA-VIE BENIN SA pour obtenir sa condamnation au paiement de la somme de vingt-six millions (26.000.000) francs CFA ainsi que l'exécution provisoire de la décision ;

Au soutien de son action, Charles C. DJIMADJA expose qu'il a souscrit le 17 juillet 2007 auprès de la Société NSIA-VIE BENIN, aux contrats Police NSIA ETUDES n°0001470 et n°0001355 au profit de ses enfants Sessi Karl-King DJIMADJA et Séignon Tamègnon Kenneth DJIMADJA ;

Qu'il n'a jamais été informé de l'évolution de leurs contrats et a adressé à la Société NSIA-VIE BENIN SA, un courrier à cet effet le 10 juin 2019 et une mise en demeure le 12 juillet 2019 ;

Qu'il a dû saisir les autorités de tutelle en matière d'assurance et la Direction des Assurances l'a invité pour le 09 août 2019 ;

Qu'à 48 heures de cette séance de travail, il a reçu de la Société NSIA-VIE BENIN SA deux chèques de 526.194 francs CFA et 458.896 francs CFA ;

Que c'est ainsi que celle-ci prétend avoir résilié les deux contrats sans préavis cependant que les enfants assurés continuent d'être dans le besoin de la garantie ;

Qu'après avoir encaissé ces montants, il a réclamé le solde ignorant leur base de calcul ;

Que la Société NSIA-VIE BENIN SA ne justifie pas qu'elle lui a adressé une mise en demeure comme le prescrit l'article 73 du code CIMA ;

Que Sessi Karl-King DJIMADJA se trouve en difficulté financière pour poursuivre ses études universitaires et au-delà du 09 mai 2020 ne pourra s'inscrire qu'en Europe pour ses études en médecine ;

La Société NSIA-VIE BENIN SA a soulevé l'incompétence de la juridiction commerciale à connaître de la présente procédure ;

Par jugement avant dire droit n°064/20/CJ/SII/TCC du 14 mai 2020, le tribunal a statué ainsi qu'il suit :

« Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, avant dire droit et en premier ressort ;

- *Constate que la demande formulée par Charles DJIMADJA relève du contentieux de la protection du consommateur ;*
- *Rejette l'exception d'incompétence soulevée par la Société NSIA-VIE BENIN ;*
- *Ordonne la poursuite des débats ;*
- *Réserve les dépens ;*
- *Renvoi au 04 juin 2020 pour les observations au fond » ;*

La Société NSIA-VIE BENIN SA soulève ensuite, l'irrecevabilité de l'action au motif que la présente action a été initiée après l'écoulement du délai de deux (02) ans suite à l'évènement qui lui a donné naissance ;

Elle demande en outre le rejet des demandes de Charles Karl DJIMADJA au motif que celui-ci s'est porté lui-même dans ses locaux pour percevoir les sommes de 526.144 francs CFA et 456.894 francs soit en tout 983.038 francs CFA ;

Qu'il s'agit d'une transaction intervenue entre eux ;

1- SUR LA RECEVABILITE DE L'ACTION DE CHARLES KARL DJIMADJA

Attendu que la Société NSIA-VIE BENIN SA conteste la recevabilité de l'action de Charles Karl DJIMADJA au motif qu'elle est intervenue plus de deux (02) après le fait générateur ;

Attendu la présente procédure est consécutive à la rupture des contrats Police NSIA ETUDES n°0001470 et n°0001355 au profit de Sessi Karl-King DJIMADJA et Séignon Tamègnon Kenneth DJIMADJA conclus entre la Société NSIA-VIE BENIN SA et Charles Karl DJIMADJA ;

Attendu que la résiliation des contrats sus indiqués a été notifiée par la Société NSIA-VIE BENIN SA à Charles Karl DJIMADJA suivant correspondance n°PA/BN/EN/MAN/004 du 16 juillet 2019 ;

Que la quittance de règlement de rachat total précise la fin du contrat liant les parties prenantes à compter du 06 août 2019 ;

Qu'entre chacune de ces dates et le 09 septembre 2019 date d'introduction de la présente instance, il s'est écoulé moins de deux (02) ans ;

Que c'est à tort que la Société NSIA-VIE BENIN SA soulève l'irrecevabilité de ce chef ;

Qu'il y a lieu de recevoir Charles Karl DJIMADJA en son action ;

2- SUR LA CONDAMNATION SOLLICITEE

Attendu que l'article 73 du code CIMA prescrit :

« L'assureur n'a pas d'action pour exiger le paiement des primes afférentes aux contrats d'assurance Vie ou de Capitalisation.

Le défaut de paiement d'une prime d'assurance ou d'une cotisation ne peut avoir pour sanction que la suspension ou la résiliation pure et simple du contrat, et dans ce dernier cas, le versement de la valeur de rachat que ledit contrat a éventuellement acquise.

Lorsqu'une prime ou une fraction de prime n'est pas payée dans les dix jours de son échéance, l'assureur adresse au contractant une lettre recommandée, par laquelle il l'informe qu'à l'expiration d'un délai de quarante jours à dater de l'envoi de cette lettre, le défaut de

paiement entraîne soit la résiliation du contrat, en cas d'inexistence ou d'insuffisance de la valeur de rachat, soit la réduction du contrat.

L'envoi de la lettre recommandée rend la prime portable dans tous les cas. » ;

Attendu que la formalité d'envoi d'une lettre recommandée à l'assuré est assimilable à une mise demeure et constitue un préalable nécessaire à toute résiliation du contrat d'assurance ;

Qu'une résiliation du contrat intervenue sans cette mise en demeure est irrégulière et par conséquent, abusive ;

Attendu que la Société NSIA-VIE BENIN SA a versé au dossier, le bordereau de transmission n°0002168 de UNIVERSAL EXPRESS ;

Que par ce bordereau, elle prétend avoir servi à Charles Karl DJIMADJA, une lettre respectueuse des formes légalement prescrites ;

Mais attendu que ce bordereau n'est pas datée et ne comporte aucune indication de ce que des diligences ont été effectuées en vue de sa transmission à Charles Karles DJIMADJA ;

Qu'un tel bordereau ne peut satisfaire à lui seul, l'obligation de servir à l'assuré, une mise en demeure ;

Que la rupture des contrats d'assurance opérée dans cette condition, engendre nécessairement des préjudices à l'assuré ;

Que la quittance de règlement de rachat total ne peut valoir transaction dès lors que le montant versé n'est pas consécutif à un accord entre les parties et la présente procédure a été initié moins d'un mois après son intervention ;

Qu'en l'état, la rupture des contrats notifiée à Charles Karles DJIMADJA est abusive et expose la Société NSIA-VIE BENIN SA à une condamnation ;

Mais attendu que le montant de treize millions (13.000.000) francs CFA réclamé pour chaque contrat est excessif ;

Que le tribunal dispose d'éléments suffisants pour fixer le montant à deux millions cinq cent mille (2.500.000) par contrat soit en tout, la somme de cinq millions (5.000.000) ;

3- SUR L'EXECUTION PROVISOIRE SUR MINUTE

Attendu que l'exécution provisoire lorsqu'elle n'est pas de droit peut être accordée en cas d'urgence dans la limite de la moitié ;

Attendu que les réclamations formulées sont destinées à couvrir les besoins scolaires des assurés qui sont désormais privés de la couverture de l'assurance ;

Que cette situation justifie l'exécution provisoire sollicitée ;

Mais attendu que l'exécution sur minute ne peut être ordonnée que lorsque le temps nécessaire à la délivrance de la grosse peut engendrer un préjudice irréparable ;

Que la preuve d'un tel péril n'est pas rapportée ;

Qu'il n'y a lieu à exécution sur minute ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, et en premier ressort ;

- Déclare Charles DJIMADJA recevable en son action ;
- Constate que la preuve de la notification de la mise en demeure à celui-ci par la Société NSIA-VIE BENIN SA n'est pas rapportée ;
- Dit que la rupture des contrats Police NSIA ETUDES n°0001470 et n°0001355 au profit Sessi Karl-King

DJIMADJA et Séignon Tamègnon Kenneth DJIMADJA
intervenue dans cette condition est abusive ;

- Condamne la Société NSIA-VIE BENIN SA à verser à Charles Karl DJIMADJA, la somme de cinq millions (5.000.000) francs CFA à titre de dommages-intérêts toutes causes de préjudices confondues ;
- Constate que la Société NSIA-VIE BENIN SA a déjà versé à Charles Karl DJIMADJA, la somme de neuf cent quatre-vingt-trois mille trente-huit (983.038) francs CFA ;
- Dit qu'elle reste devoir le solde soit la somme de quatre millions seize mille neuf cent soixante-deux (4.016.962) francs CFA ;
- Ordonne l'exécution provisoire de cette condamnation à hauteur de la moitié dudit montant ;
- Dit que la demande d'exécution sur minute est sans objet ;
- Condamne la Société NSIA-VIE BENIN SA aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT